

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 23/2 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.2.60149

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



Peter BURG, *Verwaltung in der Modernisierung. Französische und preußische Regionalverwaltung vom Ancien Régime zum Revolutionszeitalter*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 1994, IX–243 S.

Il y a quelques années, un volume collectif franco-allemand avait montré tout l'intérêt d'une histoire comparée de la France et de l'Allemagne à l'époque révolutionnaire (prise au sens large) et mis à mal certaines idées reçues<sup>1</sup>. La diversité des auteurs et des sujets abordés n'avait pas permis, cependant, de définir clairement une méthode, et les parallèles tenaient souvent lieu de comparaisons. Le livre que voici est à la fois plus modeste dans son objet et plus systématique dans sa démarche. Son objet se limite à la modernisation de l'Etat aux dépens de l'Ancien régime, telle qu'on peut la mesurer dans le domaine de l'administration régionale, en France et en Allemagne, à partir d'un certain nombre de cas.

Si l'on veut, comparant la France et l'Allemagne, confronter les Etats et les administrations, une difficulté surgit aussitôt, évidente: quel référent choisir, côté allemand? Une comparaison avec l'Empire n'aurait guère de sens, pas plus qu'un parallèle avec de petits Etats. Restent les deux puissances allemandes, la Prusse et l'Autriche. Même si, du point de vue de la taille, l'Autriche paraît plus appropriée, d'autres critères recommandent plutôt de choisir la Prusse: non pas tant l'histoire ultérieure que la volonté obstinée, commune aux souverains français et prussiens des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, de renforcer leur autorité aux dépens des privilèges et des corps intermédiaires, et ce faisant d'uniformiser, de rationaliser, de »moderniser«.

Le choix de l'échelon régional facilite la comparaison, qui peut s'exercer sur des entités comparables. L'ouvrage paraissant dans une collection consacrée avant tout à la Westphalie, il était naturel que celle-ci fournisse une matière privilégiée – mais non exclusive – pour le versant allemand. C'est même un exemple particulièrement intéressant, en ce qu'il permet d'examiner des situations variées, selon que les territoires observés appartenaient au départ à la Prusse ou à des princes ecclésiastiques, selon qu'ils ont fait partie ensuite de la France, du royaume de Westphalie ou du grand-duché de Berg, pour se retrouver tous finalement sous l'administration prussienne après 1815. Ces exemples westphaliens sont recoupés par d'autres exemples tirés des vieilles provinces de la Prusse, surtout la Marche de Brandebourg. Pour le côté français, l'auteur a retenu en particulier le cas de la Lorraine, province récemment rattachée au royaume après l'intermède du roi Stanislas – mais le cas lorrain est bien mis en perspective à partir d'études plus générales. Quant au cadre chronologique, il doit être assez large pour faire place à des évolutions parfois longues, et aussi tenir compte des décalages entre la France et la Prusse: sans exclure des rappels plus anciens, il correspond en gros à la période 1770–1820.

Ce cadre défini, l'auteur s'est efforcé de tracer une problématique rigoureuse, en partant des analyses de Max Weber et de Otto Hintze. Il énonce ainsi plusieurs critères de la modernisation politique: confiscation de la violence légitime par l'Etat et nivellement des individus face à celui-ci; effort de séparation des pouvoirs, la justice sortant de l'administration générale; mais aussi création de nouvelles formes de représentation et de participation, plus ou moins bien distinguées des formes liées à la société d'Ancien régime (états provinciaux notamment).

Plutôt qu'un plan linéaire, l'auteur a choisi ensuite une sorte de »quadrillage« de son sujet, en variant les angles d'approche dans autant de chapitres: organisation générale; cadre territorial; développement de la puissance étatique; progrès de l'état de droit; participation des administrés; sociologie des administrateurs. Chaque chapitre est divisé en quatre parties, de façon peut-être un peu monotone: France avant 1789; Prusse d'Ancien régime; France après la Révolution; Prusse après les réformes. Quelques assouplissements à ce schéma permettent toutefois d'introduire des nuances régionales (en Prusse) ou chronologiques, l'influence de la Révolution s'étant déjà fait sentir avant 1806.

Cette présentation a le mérite de la clarté, et elle permet à l'auteur de faire régulièrement le point sur les termes de la comparaison. Il en retire parfois les éléments de jugements critiques



sur certaines idées de ses prédécesseurs – ainsi de la thèse qui voudrait faire de la bureaucratie prussienne une sorte de substitut pour l'instance représentative absente. On regrettera seulement que la tâche du lecteur n'ait pas été facilitée par quelques tableaux ou organigrammes ou par un lexique des termes administratifs, qui ont parfois le mauvais goût de changer complètement de sens d'une époque à l'autre, comme le mot »Regierung«.

On passera facilement sur quelques erreurs de détail concernant le volet français (Roederer n'a jamais été »Bürgermeister von Paris unter Napoleon«, page 55), mais on s'étonnera de voir citer dans le texte tous les titres, noms et prénoms du moindre personnage, même si ces litanies finissent par être assez poétiques (pp. 86, 100, 125). On discutera aussi quelques points de vue: il ne faut pas exagérer l'opposition entre noblesse de robe et noblesse d'épée au chapitre 6. Mais tout cela est négligeable au regard d'une méthode féconde et d'une érudition remarquable.

Ce qui ressort finalement de l'étude régionale, c'est une confirmation de l'avance prussienne au XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce à l'absence de vénalité des charges, à une justice plus indépendante et un droit plus autonome. C'est ensuite le renversement complet induit par la Révolution, accélérateur formidable, en particulier pour ce qui relève de la représentation politique: en ce domaine, tout le XIX<sup>e</sup> siècle ne suffira pas à combler le retard prussien. Par delà ces différences, on peut souligner les convergences de long terme, retrouver sous des formes différentes l'opposition entre officiers et commissaires, chère à Roland Mousnier. On sera frappé aussi de la remarquable continuité du personnel administratif dans les provinces prussiennes en dépit de tous les aléas de la période révolutionnaire: preuve de tolérance et d'opportunisme, mais peut-être aussi l'indication que les passions étaient alors moins fortes en Prusse qu'en France et qu'après tout, par des voies diverses, il s'agissait bien pour tous d'une même »modernisation«.

Michel KERAUTRET, Paris

Les cahiers de plaintes et doléances de la Haute-Alsace 1789, par Erich PELZER avec la collaboration technique de Jean-Luc EICHENLAUB, Strasbourg (Publications de la Société Savante d'Alsace et des Régions de l'Est) 1993, 461 p. (Collection »Recherches et Documents«, 49).

Nachdem die Diskussion um den Nutzen quantifizierender Methoden und diskursanalytischer Verfahren für die Geschichtswissenschaft das Interesse an den Beschwerdeheften neu belebt hatte, ist letzteres durch eine Reihe von Quellenpublikationen im Umfeld des »bicentenaire« bekräftigt worden. Der von Erich Pelzer besorgte Band ist dabei jenen Arbeiten zuzuordnen, die die jüngsten Erträge der Forschung berücksichtigen und gleichzeitig den gewachsenen Ansprüchen an eine wissenschaftliche Edition Rechnung tragen. Er stellt die Verbindung zu jener Quellensammlung her, die Robert Steegmann 1990 für das Unterelsaß vorgelegt hat, und schließt die noch vorhandene Lücke für das Oberelsaß<sup>1</sup>. Nach einem préface von Roland MARX stellt Pelzer der Präsentation der Quellentexte eine Einführung voran, die den Leser sowohl mit den Editionsrichtlinien als auch mit der besonderen Situation des Elsaß als Transferregion im deutsch-französischen Grenzraum vertraut macht. Vor diesem Hintergrund wird der Prozeß der Redaktion der Beschwerdehefte beschrieben, der sich in zwei Etappen im März und im Juli/August 1789 vollzog. Pelzer betrachtet dabei die Redaktion der Beschwerdehefte in engem Zusammenhang mit dem allgemeinen Politisie-

1 Helmut BERDING, Etienne FRANÇOIS et Hans Peter ULLMANN (ed.), *La Revolution, la France et l'Allemagne. Deux modèles opposés du changement social?*, Paris 1989.

1 Vgl. *Les cahiers de doléances de la Basse Alsace. Textes et documents réunis par Robert STEEGMANN*, Strasbourg 1990.